



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Un nouveau rapport montre qu'il est urgent d'agir afin de mettre fin à l'épidémie de SIDA d'ici 2030

Un nouveau rapport du Secrétaire Général des Nations Unies alerte sur la perte de bénéfices majeurs si aucune action n'est mise en œuvre dans les cinq prochaines années et exhorte les pays à réagir en augmentant les investissements et en renforçant leur action

NEW YORK, 6 mai 2016 — Un nouveau rapport publié par le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, alerte sur la possible prolongation de l'épidémie de SIDA si aucune action n'est mise en œuvre dans les cinq prochaines années. Le rapport, « *Accélérer la riposte pour mettre fin à l'épidémie de sida* », révèle que l'extraordinaire avancée du progrès réalisée ces 15 dernières années pourrait être perdue et encourage tous les partenaires à concentrer leur énergie et à accroître les investissements afin de mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030.

« Au-delà des résultats obtenus, la lutte contre le sida nous a apporté la motivation et les moyens concrets nécessaires pour mettre fin à l'épidémie d'ici à 2030. » a déclaré M. Ban dans son rapport. « Mais si nous acceptons le statu quo et en restons là, l'épidémie reprendra de plus belle dans plusieurs pays à revenu faible ou intermédiaire. Les investissements considérables que nous avons engagés et le plus grand mouvement que l'humanité ait connu pour défendre le droit à la santé auront été vains. »

L'analyse des progrès réalisés présente les résultats positifs obtenus, particulièrement depuis la Déclaration politique des Nations Unies sur le VIH et le sida de 2011, qui a accéléré la mise en œuvre des actions à mener en réunissant les pays du monde autour d'une série d'objectifs ambitieux pour 2015. « Les progrès réalisés sont particulièrement encourageants », a déclaré M. Ban dans son rapport. « Le fait d'avoir atteint l'objectif d'assurer l'accès au traitement antirétroviral à 15 millions de personnes vivant avec le VIH neuf mois avant la date butoir de décembre 2015 représente une victoire majeure à l'échelle mondiale. » Le rapport souligne qu'un traitement rapide à grande échelle a constitué un élément décisif dans le déclin de 42% des décès liés au SIDA depuis son apogée en 2004 et note que cela a entraîné une hausse significative de l'espérance de vie dans les pays les plus touchés par le VIH ces dernières années.

Le rapport met également en lumière le rôle civique fondamental joué par la société en garantissant de nombreux bénéfices ainsi que le leadership émanant des personnes vivant avec le VIH. Les efforts de la communauté ont constitué un élément clé dans la suppression de nombreuses barrières en apportant une réponse à grande échelle au virus du SIDA, en

sensibilisant les populations exposées en collaboration avec les services VIH, en assistant les personnes dans l'accès aux traitements et en renforçant d'autres services de santé essentiels.

Un autre domaine de réussite concerne la réduction des nouvelles infections à VIH chez les enfants. En 2011, l'ONUSIDA et ses partenaires ont lancé le programme *Plan mondial pour éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants à l'horizon 2015 et maintenir leurs mères en vie lors de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au SIDA* et en seulement cinq ans, entre 2009 et 2014, le nombre de nouvelles infections a été diminué de moitié dans les pays comptant 90% de femmes enceintes vivant avec le VIH. Environ 85 pays sont désormais destinés à éliminer virtuellement de nouvelles infections à VIH chez les enfants.

M. Ban pointe néanmoins dans son rapport l'insuffisance de la mise en œuvre de la Déclaration politique sur le VIH et le sida de 2011, révélant que bien que de nouveaux outils de prévention et de nouvelles approches aient vu le jour, les programmes de prévention du VIH ont été affaiblis ces dernières années en raison d'un manque de leadership, d'une faible responsabilité et de financements déclinants. Il note également que les infections du VIH ont diminué de seulement 8% entre 2010 et 2014.

Le rapport attire l'attention sur les régions où de nouvelles infections à VIH continuent de s'amplifier, notamment en Europe de l'est et en Asie centrale, où elles ont augmenté de 30% entre 2000 et 2014, touchant principalement les personnes qui s'injectent des drogues, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord ainsi que la région Asie Pacifique.

Le rapport note que les normes sexuelles perpétuant l'inégalité continuent de prévaloir au sein de nombreuses sociétés et que les filles et les jeunes femmes demeurent particulièrement affectées par le VIH. Sur les 2,8 millions de jeunes dans la tranche d'âge 15-24 ans vivant avec le VIH en Afrique Sub-saharienne, 63% étaient des femmes.

Le rapport indique que, malgré les progrès réalisés en termes d'élargissement de l'accès à la thérapie antirétrovirale, environ 22 millions de personnes n'ont toujours pas accès au traitement. Le rapport impute la faute à un obstacle de taille, la diffusion du traitement contre le VIH à grande échelle à un stade tardif du diagnostic. Il indique qu'aujourd'hui, la moitié des personnes vivant avec le VIH n'ont pas connaissance de leur séropositivité. Ceci souligne l'urgence de la mise en place d'un accès au test du VIH, particulièrement pour les personnes les plus exposées au risque d'infection.

Malgré les défis, le rapport laisse entrevoir un espoir substantiel pour le futur en déclarant que si le monde peut changer le status quo, il est possible de mettre fin à l'épidémie du SIDA en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030. Pour ce faire, il est nécessaire de mettre en place une riposte globale, accessible, fondée sur les droits de l'homme et concentrée sur des services à grande échelle pour les personnes et les régions les plus touchées. Le rapport souligne également le besoin d'abroger les lois punitives ainsi que les politiques répressives qui pénalisent les relations sexuelles entre personnes de même sexe, les consommateurs de drogue et les professionnels du sexe, car celles-ci entravent l'accès aux services.

« Nous devons renforcer les démarches axées sur les droits fondamentaux, notamment celles qui promeuvent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes », indique M. Ban dans son rapport. « Nous devons garantir l'accès aux services pour les personnes les plus touchées, les plus marginalisées et qui sont les premières victimes de discrimination, notamment les personnes vivant avec le VIH, les jeunes femmes et leurs partenaires sexuels en Afrique

subsaharienne, les enfants et les adolescents du monde entier, les homosexuels et les hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes, les travailleurs du sexe et leurs clients, les usagers de drogues injectables, les personnes transgenres, les prisonniers, les personnes handicapées, les migrants et les réfugiés. »

Le rapport insiste sur les liens entre la riposte apportée contre le VIH et l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD), soulignant les fortes connexions entre l'ODD 3 (garantir des vies saines et promouvoir le bien-être pour tous), l'ODD 5 (parvenir à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles), l'ODD 10 (diminuer les inégalités en matière d'accès aux services et aux produits), l'ODD 16 (promouvoir des sociétés justes, pacifiques et solidaires) et l'ODD 17 (revitaliser le partenariat pour le développement durable).

Le rapport note que l'augmentation des ressources ces dernières années est à l'origine du progrès réalisé en terme de riposte face au VIH. On estime qu'en 2014, 19,2 milliards de dollars ont été débloqués dans les pays à revenus faibles et moyens afin de riposter contre le VIH, et que d'ici 2020, les ressources devront atteindre environ 26,2 milliards de dollars afin de mettre fin à l'épidémie de SIDA d'ici 2030.

Le rapport exhorte les pays à adopter la procédure accélérée de l'ONUSIDA afin de mettre fin à l'épidémie de SIDA. Celle-ci nécessitera l'atteinte d'objectifs ambitieux d'ici 2020, avec parmi eux la réduction du nombre de personnes nouvellement atteintes par le VIH et de personnes décédant des suites du SIDA à moins de 500 000 personnes par an, ainsi que la fin de la discrimination liée au VIH. Ces objectifs comprennent l'atteinte de l'objectif de traitement 90–90–90 pour 2020, ce qui nécessite que 90% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique, 90% des personnes aient connaissance de leur séropositivité et aient accès au traitement et enfin 90% des personnes reçoivent un traitement afin de supprimer la charge virale.

[FIN]

Contact

ONUSIDA Genève | Sophie Barton-Knott | tél. +41 22 791 1697 | bartonknotts@unaids.org

Réunion de haut niveau 2016 sur la fin du sida

La Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la fin du sida aura lieu à New York du 8 au 10 juin 2016. Pour en savoir plus, consultez le site unaids.org, et suivez nous sur Facebook, Twitter et Instagram.